



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1475>

# Peillon plie mais ne rompt pas

!

- Éducation -



Date de mise en ligne : jeudi 19 septembre 2013

---

L'École Émancipée

---

La caractérisation des politiques éducatives et en particulier de la réforme dite de « refondation de l'école » a été l'un des enjeux majeurs du congrès de Saint-Malo. Si les interventions des sections et des camarades École Émancipée ont réussi à infléchir l'écriture des mandats, les trois prochaines années seront celles de la réalité des engagements.

S'il est largement admis que le précédent gouvernement a été celui du démantèlement de l'école, la caractérisation des politiques éducatives à l'oeuvre sous le gouvernement actuel ne va pas de soi pour les syndicats enseignants et en particulier pour le SNUipp-FSU. Pourtant, la « loi de refondation de l'école » n'est porteuse d'aucune rupture et s'inscrit dans la continuité de plusieurs décennies de politiques néo-libérales.

## Une rentrée finalement comme les autres

La rentrée 2013 est celle de la mise en oeuvre de la loi et est assumée par le ministère comme étant celle de la « refondation ». Les nouveaux dispositifs annoncés à grand bruit dans les médias (« plus de maîtres que de classes » et scolarisation des moins de 3ans) et parfois accueillis avec satisfaction par notre syndicat ne dépassent guère la limite du symbolique : 943 postes pour le premier, 307 pour le second qui correspondent le plus souvent à la reconduction de dispositifs préexistants. Le remplacement de l'aide personnalisée (AP) par les activités pédagogiques complémentaires (APC) se traduit dans de nombreux départements par une continuité de l'existant avec contrôle tatillon des IEN sur le contenu de ces heures. Ce flicage peut se poursuivre également au sujet des 24 libérées, et théoriquement forfaitaires, en compensation du temps de travail caché des enseignants. Ainsi, les pressions administratives perdurent. Les politiques d'évaluation des élèves comme des enseignants ne sont également pas remises en cause. Le SNUipp-FSU est porteur d'un projet pour une autre école. Nous ne pouvons nous satisfaire d'une récupération illusoire de nos mandats historiques et nous devons réaffirmer la dimension sociale et émancipatrice de l'école. Notre « plus de maîtres que de classes » n'est pas celui de Peillon et nous devons le porter avec davantage de force. En déconnectant le temps élèves du temps enseignant, il doit permettre d'autres pratiques pédagogiques prenant en compte la diversité des élèves sans stigmatisation et une amélioration des conditions de travail des enseignants en abaissant le temps de classe.

## La bataille du socle au programme

L'ambition éducative de ce gouvernement, dans la droite ligne des précédents, limite à doter chacun du « socle commun de connaissances et de compétences » auquel est ajouté le terme « culture » mais sans qu'aucun contenu n'en soit défini. « Relever les défis du XXIème siècle », préparer les élèves « au risque et à l'incertain » dans un monde « ouvert et mondialisé » : la refondation s'entend ici avant tout comme l'adaptation de l'école au monde tel qu'il est sans remettre en cause les inégalités et les injustices qu'il engendre. Le gouvernement persiste dans la ligne d'une école minimale pour tous et maximale pour quelques uns.

Le congrès de Saint-Malo a permis de clarifier les mandats du SNUipp-FSU en rejetant toute référence au socle commun et en s'attachant à conserver les programmes comme norme commune. La concertation à venir et la refonte des programmes doivent être l'occasion pour les enseignants d'imposer une vision réellement émancipatrice

## **Peillon plie mais ne rompt pas !**

---

des connaissances et de leur construction par les élèves : refuser l'accumulation de savoirs à mémoriser et à restituer, développer l'esprit critique, privilégier des pratiques collaboratives... Du temps doit être dégagé sans contraintes administratives stérilisantes pour rendre ce travail d'élaboration possible par les équipes. Reprendre le métier en main, c'est aussi se faire entendre sur les contenus d'enseignement et d'apprentissages.

Nous ne voulons pas d'une école qui se voie imposer les règles de l'économie de marché avec toujours plus d'évaluations, de compétition, de concurrence. Nous revendiquons une rupture profonde pour que nous nous engagions vers une école commune, démocratique et émancipatrice.